

## Burundi : appel pour une remise à jour du dossier de la mort de Ntaryamira

@rib News, 06/04/2015 - Source Xinhua Vingt-et-une années après la mort mystérieuse du président burundais Cyprien Ntaryamira, sa formation politique, le Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU, opposition), réclame une remise à jour du dossier. La cérémonie de commémoration du 21<sup>e</sup>me anniversaire de la mort du président Ntaryamira a été rehaussée par la présence du couple présidentiel burundais, qui a déposé une gerbe de fleurs sur la tombe de Ntaryamira [Photo].

"Nous exigeons que le dossier du président Ntaryamira soit remis à jour pour qu'on sache exactement ce qui s'est passé en cette date du 6 avril 1994 sur le sol rwandais, car il y a trop de zones d'ombre dans la mesure où une certaine opinion parle de simple accident et qu'une autre parle d'assassinat politique", a déclaré Léonce Ngendakumana, président du FRODEBU, lors d'un point de presse tenu lundi en marge d'une cérémonie de commémoration du 21<sup>e</sup>me anniversaire de la mort du président Ntaryamira. Le président Ntaryamira a trouvé la mort le 6 avril 1994 en compagnie de son homologue rwandais Juvénal Habyarimana lorsque l'avion qui les ramenait d'une mission de pacification régionale sur le Burundi, en provenance de Dar-es-Salaam, a explosé avant l'atterrissage à l'aéroport international de Kanombe (Kigali). Cette mission de pacification faisait suite à une guerre civile qui avait éclaté le 21 octobre 1993 à la suite de l'assassinat du premier chef d'Etat burundais Melchior Ndadaye. M. Ngendakumana a aussi invité le Rwanda à aider le gouvernement burundais à accéder aux enquêtes qu'il a déjà menées sur l'accident d'avion ayant coûté la vie aux présidents Ntaryamira et Habyarimana. Il a indiqué que cette affaire devrait être traitée sur le plan judiciaire par le gouvernement du Burundi et celui du Rwanda. "Sur ce dossier du président Ntaryamira, sa famille politique n'a jamais exigé ou revendiqué que ces dossiers soient versés dans les travaux de la Commission Vérité Réconciliation (CVR), mais plutôt que l'affaire doit être jugée", a-t-il expliqué.